

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

ÉFAI – 030539 – AFR 24/010/2003

Action complémentaire sur l'AU 164/03 (AFR 24/006/2003 du 11 juin 2003) et sa mise à jour (AFR 24/008/2003 du 23 juin 2003)

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer

PRISONNIER D'OPINION Nouveaux sujets de préoccupation : TORTURE / PRÉOCCUPATIONS POUR LA SANTÉ

GUINÉE Felipe Ondó Obiang (h), dirigeant du parti *Fuerza Demócrata*
ÉQUATORIALE *Republicana* (FDR, Force démocrate républicaine), âgé de plus de 60 ans

Londres, le 19 août 2003

Amnesty International a reçu des informations selon lesquelles Felipe Ondó Obiang est actuellement détenu dans la prison d'Evinayong dans des conditions qui s'apparentent à la torture. Il a en effet été placé à l'isolement et son état de santé physique et mentale se serait dégradé. On ne lui a pas donné le motif de cette sanction.

D'après certaines sources, depuis le 28 ou le 29 juillet 2003, Felipe Ondó Obiang est enchaîné au mur de sa cellule par la jambe gauche, si bien qu'elle est très enflée et douloureuse. Il est contraint de se soulager dans un seau, dans sa cellule. Depuis son placement à l'isolement, il n'a été autorisé à recevoir que deux visites de courte durée (environ quinze minutes chacune) de sa femme, alors que celle-ci avait fait le chemin de Malabo, la capitale, pour le voir.

Felipe Ondó Obiang a demandé à être enchaîné par les poignets afin que sa douleur à la jambe puisse être apaisée, mais les autorités pénitentiaires ont refusé. Son autre jambe le fait également souffrir en raison d'une fracture qui n'a pas été soignée. En effet, lors de sa détention provisoire, Felipe Ondó Obiang avait eu la jambe droite cassée des suites d'actes de torture. En outre, il souffre fréquemment de violents maux de tête, ainsi que de douleurs dans les deux oreilles. Ses capacités auditives auraient diminué et il semble qu'il soit pris d'accès de dépression. Felipe Ondó Obiang n'a bénéficié d'aucun traitement médical.

Le 9 juin 2003 à 2 heures du matin, Felipe Ondó Obiang avait été enlevé de sa cellule dans la prison de Black Beach, à Malabo, pour être conduit à la prison d'Evinayong, sur le continent. Pendant plus de trente heures après sa « disparition » de la prison de Black Beach, personne n'avait su où il se trouvait. Le 12 juin, les autorités de Guinée équatoriale ont publié un communiqué de presse dans lequel elles ont formellement démenti les rumeurs circulant sur la « disparition » de Felipe Ondó Obiang. Elles ont également affirmé que cet homme était détenu à Evinayong, une prison ouverte où il pouvait avoir des contacts avec ses proches. Cependant, ni sa famille ni son avocat ne vivent dans la région d'Evinayong. Selon cette déclaration, les autorités ont transféré Felipe Ondó Obiang de la prison de Black Beach dans un autre établissement en raison de ses appels à la violence et de son « attitude perverse qui constituait une menace pour le climat social [...] et la vie des autres prisonniers ». Le communiqué n'apportait pas d'explications supplémentaires ; d'autres détenus de la prison de Black Beach ont réfuté les accusations des autorités.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Felipe Ondó Obiang a été arrêté en mars 2002. Après son interpellation, environ 150 personnes, notamment plusieurs proches et amis de cet homme ainsi que des membres du parti *Fuerza Demócrata Republicana* (FDR, Force démocrate républicaine), ont également été appréhendées. La plupart d'entre elles, dont Felipe Ondó Obiang, ont été sauvagement torturées pendant leur détention provisoire. Tous ces détenus ont été inculpés de tentative de renversement du gouvernement et de « rébellion », et ont été jugés dans le cadre de procès inéquitables en mai et juin 2002. Felipe Ondó Obiang a été déclaré coupable de tentative de renversement du gouvernement et de « rébellion », et a été condamné à une peine de vingt années d'emprisonnement. Amnesty International a adopté cet homme ainsi que 55 de ses coaccusés en tant que prisonniers d'opinion. Deux d'entre eux sont morts en juillet et en août 2002, en raison de conditions de détention déplorables et parce qu'ils n'avaient pas bénéficié de soins médicaux adaptés pour les blessures qui leur avaient été infligées par des tortionnaires. (Veuillez vous reporter à l'AU 84/02, AFR 24/001/02 du 19 mars 2002 et ses mises à jour, AFR 24/002/02 du 28 mars 2002, AFR 24/008/02 du 7 juin 2002 et AFR 24/011/02 du 13 juin 2002 ainsi qu'à l'AU 203/02, AFR 24/013/02 du 4 juillet 2002).

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en espagnol ou dans votre propre langue) :

– dites-vous extrêmement préoccupé par les conditions dans lesquelles Felipe Ondó Obiang est actuellement détenu, et soulignez qu'elles s'apparentent à la torture et sont donc incompatibles avec la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (adoptée par les Nations unies), à laquelle la Guinée équatoriale est partie depuis octobre 2002 ;

– exhorte les autorités à mettre un terme à l'isolement cellulaire de Felipe Ondó Obiang et à lui retirer les chaînes sans délai ;

– demandez instamment que cet homme soit transféré dans la prison de Black Beach à Malabo, où il devra pouvoir être en contact avec ses proches et ses amis, ainsi qu'avec les autres prisonniers ;

– engagez les autorités à fournir d'urgence à Felipe Ondó Obiang les soins médicaux dont il a besoin ;

– demandez la libération immédiate et inconditionnelle de ce prisonnier d'opinion.

APPELS À :

Président de la République :

General Teodoro Obiang Nguema Mbasogo
Gabinete del Presidente de la República
Malabo, Guinée équatoriale

Télégrammes : Presidente de la República, Malabo, Guinée équatoriale

Fax : +240 9 3313 / 3334

Formule d'appel : *Excelencia,* / Monsieur le Président de la République,

Ministre de la Justice :

Rubén Mayé Nsué Mangué
Ministerio de Justicia y Culto
Malabo, Guinée équatoriale

Télégrammes : Ministro de Justicia y Culto, Malabo, Guinée équatoriale

Fax : +240 9 2115

Formule d'appel : *Sr. Ministro,* / Monsieur le Ministre,

Responsable de la prison d'Evinayong :

(nom inconnu)

A la atención de :

Jefe de la Cárcel Pública de Evinayong
Evinayong
Provincia Centro-Sur
Guinée équatoriale

Télégrammes : Jefe de la Cárcel Pública de Evinayong, Evinayong, Guinée équatoriale

Formule d'appel : *Sr. Jefe de la Cárcel,* / Monsieur,

COPIES À :

Ministre des Affaires étrangères :

Pastor Micha Ondo Bilé
Ministerio de Asuntos Exteriores
Malabo, Guinée équatoriale

Fax : +240 9 3132 / 2320

ainsi qu'aux représentants diplomatiques de la Guinée équatoriale dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

APRÈS LE 30 SEPTEMBRE 2003, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

*La version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -
Vous pouvez consulter le site Internet des ÉFAI à l'adresse suivante : <http://www.efai.org>*